

Kevin J. O'Brien, Lianjiang Li, *Rightful Resistance in Rural China*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 2006, 179 p.

Chloé Froissart



Édition électronique

URL : <http://perspectiveschinoises.revues.org/2623>
ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2007

Référence électronique

Chloé Froissart, « Kevin J. O'Brien, Lianjiang Li, *Rightful Resistance in Rural China*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 2006, 179 p. », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2007/4 | 2007, mis en ligne le 03 avril 2008, consulté le 02 octobre 2016. URL : <http://perspectiveschinoises.revues.org/2623>

Ce document a été généré automatiquement le 2 octobre 2016.

© Tous droits réservés

*Kevin J. O'Brien, Lianjiang Li, Rightful
Resistance in Rural China,
Cambridge, New York, Cambridge
University Press, 2006, 179 p.*

Chloé Froissart

- ¹ *Rightful Resistance in Rural China* est un très bel exemple du caractère heuristique de la méthode inductive en sociologie politique, c'est-à-dire de la manière dont l'étude d'une nouvelle réalité sociale parvient à faire évoluer les cadres théoriques d'une discipline. Ce livre est le produit d'un impressionnant travail de terrain entamé en 1994 et s'étendant sur dix années, mêlant de vastes enquêtes quantitatives menées en partenariat avec des universités chinoises à des centaines d'entretiens semi-directifs avec des paysans et des cadres. Les auteurs s'appuient également sur une grande diversité des sources primaires, allant de rapports gouvernementaux à des lettres de plaintes écrites par des villageois, tout en prenant en compte des rapports de presse et des études menées par des chercheurs chinois.. Mais cet ouvrage se présente avant tout comme un effort de conceptualisation et de théorisation d'un type d'action contestataire ne répondant ni à la définition de la participation institutionnalisée, ni à celle des mouvements sociaux, ni même à celle des « formes quotidiennes de résistance » (*everyday forms of resistance*) théorisée par James Scott, tout en présentant des caractéristiques propres à chacune de ces formes d'action. De quoi s'agit-il ? Il s'agit d'une lutte pour contraindre le pouvoir à réduire l'écart entre ce qu'il dit et ce qu'il fait dans un contexte où des droits reconnus – plus ou moins formellement – ne sont pas garantis¹.
- ² Le concept de « *rightful resistance* »² bat en brèche un postulat qui a longtemps prévalu au sein des théories de l'action collective, à savoir qu'il existe deux types d'action distincts : les actions institutionnelles-conventionnelles et les actions non-institutionnelles collectives, ces dernières n'étant pas guidées par des normes sociales existantes. La spécificité de ce type de résistance est en effet qu'elle s'exerce à la limite des canaux

institutionnalisés de contestation (et ne peut ainsi être qualifiée de complètement institutionnalisée ni de non-institutionnelle), alliant par exemple des recours juridiques ou administratifs à des pressions politiques ; et qu'elle se réfère aux valeurs officielles, opérant à la fois dans le cadre de ces valeurs et en tension avec elles. On est donc en présence d'une forme de résistance atypique qui, tout en s'opposant effectivement à l'appropriation de ressources et à des formes de contrôle politique jugées illégitimes, ne remet pas en cause la légitimité du pouvoir en tant que tel, ne s'inscrit pas dans le schéma classique de l'opposition de la société à l'État, mais développe au contraire des alliances verticales qui exploitent les divisions au sein de l'État et recherche le soutien des élites. À ce titre, *Rightful Resistance in rural China* se place dans un courant de la sociologie politique qui, depuis le tournant des années 1990, tente de repenser la notion de conflit en dehors des seuls schémas binaires d'opposition État/société, dominant/ dominé en montrant comment les pauvres et les faibles peuvent faire valoir leurs intérêts en se référant aux normes proclamées par le pouvoir et en s'appuyant sur un État qui n'est pas considéré comme monolithique.

- 3 Cet ouvrage, bref (six chapitres) mais très dense, est remarquable à bien des égards. Il invente et expose de manière très didactique un nouveau concept qui fera date dans la science politique. Tandis que la préface – un modèle du genre – rend compte des progrès de la démarche analytique et retrace la genèse du concept, le premier chapitre s'emploie à en démontrer la valeur scientifique grâce à une perspective comparative. Le concept de « *rightful resistance* » n'est pas synonyme d'exception chinoise puisqu'il peut rendre compte d'actions collectives similaires à d'autres époques et dans d'autres régimes, y compris dans les démocraties pluralistes occidentales³. Ce livre s'adresse donc aussi bien à des spécialistes de la Chine qu'à des sociologues et des politologues non spécialistes de ce pays, d'autant qu'il entretient un dialogue constant avec la littérature sur l'action collective, dont il met à profit tous les apports théoriques. Les auteurs parviennent ainsi à réconcilier des approches qui ont souvent été considérées – à tort – comme divergentes, s'intéressant autant à l'origine, au développement et aux moyens de l'action qu'à ses conséquences, et tenant compte aussi bien des aspects macro que microsociologiques (structure des opportunités politiques et leur perception par les acteurs, conséquences de l'action sur le système et sur les individus...).
- 4 Ce livre représente par ailleurs une importante contribution à la compréhension des dynamiques à l'oeuvre dans les rapports entre l'État et la société en Chine : il fait apparaître les contradictions profondes du régime chinois et la manière dont elles sont exploitées par la population. Il montre comment ce type de résistance fait évoluer le système (la législation est étoffée, les cadres locaux sont contraints à plus de responsabilité devant les villageois) et en retour comment l'évolution du système influence sur les formes et le contenu des revendications. S'intéressant aussi bien aux déterminants objectifs de l'action qu'aux conséquences subjectives de l'échec ou de la réussite de celle-ci, les auteurs mènent une analyse fine et convaincante de l'évolution du répertoire de la contestation au cours des dix années que couvre leur étude. L'action collective tend à devenir de plus en plus directe et autonome, c'est-à-dire non institutionnalisée : elle délaisse les plaintes pour la protestation et la recherche de protecteurs au sein des élites pour la confrontation directe avec les opposants, grâce à un soutien élargi au sein de la communauté villageoise. Enfin, l'un des grands mérites de cet ouvrage est de fournir une appréciation nuancée de la nature et des conséquences de ce type de résistance, soulignant que sa dynamique constitue également sa limite. Les protestataires tentent en

effet de légitimer leur action en se présentant comme les ardents défenseurs d'un régime qu'ils estiment dévoyé, mis en danger par ses représentants locaux. L'identification des protestataires à l'État central constituant le ressort de l'action, elle ne peut aboutir à un changement radical des relations de pouvoir, et tend au contraire à renforcer la légitimité du Parti. Mais cette forme de résistance ouvre également un espace social, repousse les limites de ce qui est permis, favorise un débat sur les valeurs et les normes. Elle atteste de l'émergence d'un rapport plus contractuel entre l'État et la société, c'est-à-dire de l'évolution des attentes vis-à-vis de l'État et de la perception du droit, mais pas des droits, puisqu'ils ne sont toujours pas conçus comme individuels et inhérents à la personne humaine. Les auteurs concluent ainsi que cette forme de résistance a un impact plus sociologique que politique, tout en émettant l'hypothèse que le centre puisse à terme être dépassé par des revendications qui tendent à se radicaliser, par une dynamique qu'il est loin de maîtriser.

- 5 Il est cependant une question que soulève ce livre : dans quelle mesure cette « *rightful resistance* » ne fait-elle pas désormais partie intégrante du fonctionnement du régime chinois et ne contribue-t-elle pas à expliquer sa pérennité, c'est-à-dire sa formidable capacité d'adaptation ? Les auteurs montrent bien comment cette résistance prend son origine dans la convergence (en partie réelle, en partie supposée) des intérêts des contestataires et de l'État central : ce dernier tire également partie de ce type de résistance dans la mesure où il lui permet de traquer les contrevenants à sa politique et constitue ainsi un moyen de réaffirmer son pouvoir sur les cadres locaux. Comme le souligne un leader de manière très réaliste : « ce contre quoi je me bats sape également
- 6 le pouvoir du Parti ⁴ », tout en insistant sur le fait que, « tant que le Président de la Chine voudra rester au pouvoir, il aura besoin de gens comme lui pour contrôler les cadres locaux qui n'en font qu'à leur tête⁵ » (p. 90). Le centre publie des lois et des politiques, alors qu'il n'a pas intérêt à ce qu'elles soient systématiquement mises en oeuvre : d'une part parce qu'il doit ménager les incritiques lectures téréts des gouvernements locaux avec lesquels les siens sont également liés, mais aussi parce que cela supposerait des réformes politiques qui saperaient le pouvoir du Parti.
- 7 Or « *rightful resistance* » apparaît comme une solution à cette contradiction fondamentale : en sollicitant l'intervention des échelons supérieurs de l'administration, cette forme de résistance permet au centre de répondre aux conflits par des solutions ad hoc, c'est-à-dire d'accroître sa capacité à gérer les contradictions tout en faisant l'économie de réformes politiques. Certes, comme le soulignent les auteurs, cette méthode ne réussit pas toujours, d'où la radicalisation des modes d'action qui reflète « l'affirmation d'un droit à résister plus qu'à dénoncer », les contestataires se considérant de plus en plus comme ceux qui mettent en oeuvre la loi plutôt que comme ceux qui informent le centre que ses politiques ne sont pas respectées (p. 68). Si cette radicalisation témoigne d'une baisse de confiance dans la capacité du centre à mettre en oeuvre ses politiques et à contrôler ses cadres, elle provoque un redoublement de ferveur pour lui venir en aide, et ne reflète donc pas un changement dans l'attribution des responsabilités.
- 8 Le Parti gagne ainsi de nouveaux « martyrs », d'autant moins enclins à remettre en cause le régime que celui-ci sait habilement les coopter. Enfin, cette résistance est relativement efficace : elle induit une meilleure mise en oeuvre des politiques publiques, elle permet d'assigner des limites à l'arbitraire des cadres locaux et de lutter contre la corruption. Non seulement elle améliore l'application de la loi, mais encore elle contraint le régime à s'adapter pour mieux répondre aux mutations sociales et économiques sans remettre

fondamentalement en cause les relations de pouvoir ; les auteurs montrant à ce propos que ce type de résistance n'est pas uniquement réactif mais aussi proactif. Tous ces éléments laissent penser que cette forme de résistance n'est pas près de se transformer en lutte pour la garantie institutionnelle des droits, et qu'elle est vouée à rester une mobilisation perpétuelle, condamnée à ne jamais déboucher sur l'institutionnalisation des conflits dans la mesure où elle joue déjà un rôle fondamental dans le fonctionnement du régime. Pourquoi en effet mettre en oeuvre des réformes politiques si les dysfonctionnements du système sont compensés par la mobilisation de la population? Il semblerait donc que cette forme de résistance fasse partie intégrante de la stabilité dynamique du régime, même s'il n'est pas à exclure que l'équilibre puisse un jour être rompu.

- 9 On le voit, ce livre ouvre des débats qui promettent de tenir longtemps en haleine la communauté scientifique, d'autant qu'il invite d'autres chercheurs à poursuivre le travail de terrain et la réflexion. Aux nombreuses pistes lancées par les auteurs pour des recherches futures, on peut en ajouter deux autres. On pourrait d'une part développer une perspective historique qui permettrait, en comparant « *i* » à la tactique mise en oeuvre par les gardes rouges pendant la Révolution culturelle, consistant à « brandir le drapeau rouge pour lutter contre le drapeau rouge » (*qu hongqi da hongqi*), de mieux en saisir la portée. Dans les deux cas, il s'agit de retourner le discours du pouvoir contre le pouvoir et d'exploiter les divisions au sein de l'élite ; plus spécifiquement, pendant la Révolution culturelle, de tirer parti des luttes entre factions. Contrairement à ce que semblent affirmer les auteurs, les Chinois ont toujours été conscients des divisions au sein du pouvoir et de la nécessité de trouver des protecteurs parmi les puissants afin de préserver leurs intérêts personnels⁶ ou de faire valoir les valeurs auxquelles ils croient⁷. Par ailleurs, les notions de droits et de réciprocité n'étaient pas absentes de l'époque maoïste (il a toujours été affirmé que les cadres doivent servir le peuple), ni celle de participation (au sein de l'unité de production comme sur la place publique par l'usage de *dazibao*), ce qui est d'ailleurs souligné par le fait que certains protestataires interviewés par O'Brien et Li font explicitement référence à ces préceptes maoïstes. Certes « *rightful resistance* » innove : dans la mesure où elle demande la stricte application de la loi, elle atteste de l'émergence du droit comme norme légitime et prévalente des rapports entre l'État et la société. Une étude historique comparative permettrait cependant de mieux saisir
- 10 l'évolution du répertoire de l'action collective et des motivations qui poussent certaines élites à soutenir ce type de résistance. Dans quelle mesure la « *rightful resistance* », qui est intimement liée à la juridisation croissante des rapports entre l'État et les citoyens chinois, ne reflète-t-elle pas paradoxalement un progrès de l'apolitisme ? Il semblerait que des stratégies de résistance similaires qui visaient hier à redéfinir les relations de pouvoir et ont de fait destabilisé le régime, tendent aujourd'hui à le préserver et contribuent à le renforcer. Si tel est bien le cas, la Chine décrirait une trajectoire inverse de celle analysée par Charles Tilly en Europe, où la modernisation a entraîné une politisation du répertoire de la contestation, favorisant ainsi le développement de la citoyenneté.
- 11 Il s'agirait d'autre part d'accorder plus d'importance à l'environnement social et politique dans lequel se développe aujourd'hui ce type de résistance. Cet environnement est uniquement pris en compte d'un point de vue structurel et les auteurs montrent bien à cet égard ce que le paradigme de « *rightful resistance* » doit à la structure de l'État et à la

nature du régime chinois. Cependant, des changements conjoncturels peuvent avoir des répercussions importantes sur la structure des opportunités politiques. Par exemple, dans quelle mesure le changement d'équipe dirigeante en 2002 et le développement d'un nouveau discours populiste en faveur des « catégories défavorisées » – au premier rang desquelles figurent les paysans – ont-ils favorisé la radicalisation des revendications ? Comment l'opinion publique au sens large oriente-t-elle les revendications et contribue-t-elle éventuellement à maximiser leur impact ? Il s'agirait ici de s'intéresser au discours des experts, des intellectuels publics⁸ et des médias. O'Brien et Li mentionnent le soutien que ces derniers apportent parfois aux protestataires : quels arguments les médias développent-ils pour donner sens et légitimité à l'action contestataire ? Quelles raisons sont avancées pour expliquer le manque d'application de la loi et des politiques du centre et dans quelle mesure diffèrent-elles de celles formulées par les protestataires ? Si un

- 12 vaste plan de politiques publiques en faveur des campagnes a été mis en oeuvre à partir de 2004, c'est sans aucun doute parce que la résistance des paysans a bénéficié du relais des experts et de l'opinion publique.
- 13 Nous recommandons fortement la lecture de ce livre qui constitue un apport majeur à la science politique, éclaire sous un jour nouveau les rapports entre l'État et la société en Chine et soulève des questions fondamentales quant à l'évolution et au mode de fonctionnement du régime chinois. Il s'agit enfin d'un ouvrage très agréable à lire, non seulement parce qu'il est construit, comme le notent les auteurs eux-mêmes, « comme un épisode d'action collective », ou comme un roman avec son intrigue, son développement et son dénouement (qui reste cependant ouvert) mais encore parce que le va-et-vient constant entre le terrain et la théorie le rend extrêmement vivant.

NOTES

1. Les contestataires font aussi bien référence aux droits clairement stipulés par la loi que, de manière plus informelle – et donc laissant plus de place à l'interprétation –, aux droits reconnus par les politiques du centre, voire déduits du discours des dirigeants.

2. Cette expression est très difficile à traduire en français : elle ne peut se rendre par « résistance légale » puisqu'il ne s'agit pas de caractériser un type de résistance reconnu par la loi, au contraire le propre de cette résistance étant de s'exercer à la limite de ce qui est permis et de ce qui ne l'est pas. Elle ne peut non plus être traduite par « résistance légitime », puisque ce terme connote en français un jugement : il ne s'agit pas pour les auteurs de déterminer si ce type de résistance est ou non fondé en droit.

3. Bien que les auteurs veuillent montrer que cette forme de résistance, susceptible d'apparaître dès lors qu'il existe un écart entre ce qui est promis par le pouvoir et ce qui est effectivement garanti, ne se caractérise ni par le groupe social qui la met en oeuvre ni par le système politique dans lequel elle s'exerce, il semble cependant qu'elle soit déterminée par au moins l'une de ces deux variables. D'après les exemples développés par les auteurs, elle est susceptible de se trouver dans des pays où il n'existe pas d'État de droit, et/ou d'être mise en oeuvre par des groupes marginalisés, ou à tout le moins ne

possédant ni pouvoir ni statut particuliers. On peut à ce titre contester le terme d' « élites » utilisé pour qualifier, dans le système de la RDA, les artistes ainsi que les hommes contestant leur enrôlement dans l'armée (p. 17).

4. « What I'm struggling against also undermines Party rule. »

5. « He insisted that so long as China's president wished to stay in power, he would need people like him to help control wayward local officials. »

6. Voir à ce sujet Xu Youyu, *Xingxingsese de zaofan* (*Toutes sortes de rébellions*), Hong Kong: Zhongwen daxue chubanshe, 1999

7. C'était en particulier le cas de la Shengwulian, association de gardes rouges du Hunan dont les activités sont bien décrites dans *Révo. Cul. dans la Chine pop. Anthologie de la presse des gardes rouges*. Préparée par Hector Mandarès, Gracchus Wang et al., Paris, Union générale d'éditions, 1974.

8. De nombreux brûlots dénonçant la situation des paysans ont été publiés au cours de la décennie étudiée par les auteurs, les trois qui ont fait le plus de bruit sont : Cao Jingqing, *Huanghe bian de Zhongguo : Yi ge xuezhe dui xiangcun shehui de guancha yu sikao* (*La Chine du Fleuve jaune : enquêtes et réflexions d'un intellectuel sur la société villageoise*), Shanghai, Shanghai wenyi chubanshe, 2000. Li Changping, *Wo xiang zongli shuo shihua* (*Je dis la vérité au Premier ministre*). Pékin, Guangming ribao chubanshe, 2002. Chen Guidi, Chuan Tao, *Zhongguo nongmin diaocha* (*Enquête sur les paysans chinois*), Pékin, Wenxue chubanshe, 2004.